

Chauffage dans les collèges et les lycées

La « sobriété » énergétique du Président Macron contre l'instruction

Baisse du chauffage : les conditions de travail des personnels et des élèves sont directement dégradées

19 °C : c'est la température dans les locaux que les administrations de la Fonction publique ne sont pas autorisées à dépasser. Les appareils de chauffage d'appoint sont d'ailleurs également proscrits. Mais alors que l'hiver n'est pas encore là, sur le terrain, les personnels comprennent que la température de 19°C n'est qu'un maximum. Par exemple, le conseil régional des Hauts-de-France envisage, avec l'accord du rectorat, de baisser à 18°C la température des locaux des 272 lycées. Il veut également abaisser la température le weekend jusqu'à 8°C et, pour optimiser les économies, il prévoit de déplacer les cours du samedi matin au mercredi après-midi. Pire, il annonce l'ouverture de discussions pour stopper les cours en présentiel le jeudi soir et mettre les élèves en distanciel et les personnels en télétravail le vendredi.

La mise en place du télétravail participe aux économies à réaliser au détriment des personnels et des élèves contraints à payer leur propre chauffage alors qu'ils travaillent. Ces décisions sont à l'image des initiatives prises par le président de l'université de Strasbourg qui impose 2 semaines de télétravail.

De la pression quotidienne sur les dépenses courantes, jusqu'à la fermeture de dizaines de lycées, en passant par la réduction des rations à la cantine...

Dans tous les établissements, les choix pédagogiques sont désormais soumis à la recherche permanente d'économies de bouts de chandelle. Restriction de photocopies, de manuels et d'ouvrages, voyages et/ou sorties scolaires annulés ou reportés, manque de vidéoprojecteurs, de stylos, les personnels doivent faire face à la pénurie de matériel. Les équipes, les personnels de direction, les gestionnaires, les personnels d'enseignement et d'éducation font ce qu'ils peuvent mais, de fait, le manque de moyens contraint fortement leurs conditions de travail et celles des élèves. Dans l'académie de Toulouse, au lycée Déodat-de-Séverac, à la cantine, les élèves doivent choisir entre un fromage et un fruit, comme au lycée international de Colomiers, où ils doivent choisir entre un dessert et une entrée. La région Occitanie a indiqué que, pour éviter la banqueroute des lycées confrontés à l'explosion du prix de l'énergie, elle allait débloquer des subventions

exceptionnelles. Jusqu'à quand ? C'est aussi pour réaliser de juteuses économies budgétaires que la région Ile-de-France et le rectorat de Paris ont décidé la fermeture de 7 lycées parisiens. Au conseil interacadémique de l'éducation nationale, toutes les fédérations (CGT, FO, FSU, CFDT, SNALC, SUD, UNSA) ont déclaré ensemble « *refuser catégoriquement ces fermetures et ces transferts* ». L'intersyndicale dénonce : « *cette opération n'a qu'un seul objectif : faire des économies au détriment des élèves et des personnels* ». Le Grand-Est est également confronté à des projets de fermeture de lycées.

Vaucluse : les personnels et les parents mobilisés obtiennent le maintien de l'ouverture de la SEGPA du Lavarin

Au retour des congés, l'inspection académique du Vaucluse avait décidé de fermer la SEGPA du Lavarin en déplaçant les élèves et les personnels. Mais c'était sans compter la réaction immédiate des parents d'élèves et de FO. Trois jours plus tard, l'inspection académique faisait machine arrière et rouvrait la section d'enseignement adapté. La mobilisation des parents et des personnels a payé pour permettre la réouverture de ce collège... que les autorités voudraient d'ailleurs fermer plutôt que d'investir dans des travaux de rénovation. Cette première victoire en appelle d'autres !

Sous couvert de « sobriété » énergétique, personnels, élèves et parents devraient accepter de remettre en cause l'instruction. Les mobilisations se multiplient. Le SNFOLC soutient toutes ces mobilisations. Un préavis de grève FO est déposé pour couvrir toutes les initiatives pour obtenir satisfaction.

Sous couvert de « sobriété » énergétique, personnels, élèves et parents devraient accepter de remettre en cause l'instruction. Les mobilisations se multiplient. Le SNFOLC soutient toutes ces mobilisations. Un préavis de grève FO est déposé pour couvrir toutes les initiatives pour obtenir satisfaction.

FNEC FP
FO ELECTIONS 2022
PROFESSIONNELLES
du 1^{er} au 8 décembre **JE VOTE FO!**